

SUD

Solidaires, unitaires, démocratiques

Renault Guyancourt-Aubevoye
1 Avenue du Golf 78288 Guyancourt Cedex
API - CTA G24 0 40
Tél 02 32 77 63 09 Fax : 02 32 77 61 45
Portable 06 82 45 48 18
sud.aubevoye@renault.com
Aubevoye le 31 janvier 2003 numéro 78

CONGES

LES DISCUSSIONS DIRECTION ET SYNDICATS SIGNATAIRES DE L' ACCORD CENTRAL REDEMARRENT !

Nos congés principaux entre le 1^{er} JUILLET et le 15 SEPTEMBRE avec un système de quota ? (dixit FO dans son dernier tract)

Vous l'avez sans doute lu comme nous que des discussions se seraient engagées au niveau central entre la direction et les quatre organisations signataires de l'accord central sur les congés, CFTC, FO, CFE/CGC, et bien sûr la CFDT.

La direction aurait donc convoqué les 4 signataires pour une « ultime » négociation ! (d'un accord central déjà signé !)

Par tradition et par principe chez RENAULT, la direction n'aime pas du tout voir ses accords sans signataires, et c'est donc en toute logique que les « fins négociateurs » reprennent les discussions, dans le but inavoué de la signature d'un accord local sur les congés.

Du 15 juillet au premier dimanche de septembre (accord local rejeté), il reviendrait sur la table des négociations de nouvelles dates, 1^{er} juillet au 31 août, mais avec des quotas ! (Proposition défendue par la CFDT) voir tract de FO du 20 janvier.

Suite à l'impasse des négociations locales sur les congés, la direction cherche visiblement une issue favorable, puisqu'elle relance les discussions. La CFDT initiatrice de la demande d'un accord local sur les congés, en est à nous distribuer le calendrier 2003 dans un de ses papiers, de peur peut être que l'on ne sache pas gérer nos jours de congés !

Mais de qui se moque-t-on ?

Ce que l'on veut est pourtant simple :

NOS CONGES QUAND ON VEUT !

SUD réaffirme que l'étalement des congés principaux à l'IV doit s'appliquer comme dans les années antérieures, c'est-à-dire entre début juin et fin septembre et sans quota !

NOS RETRAITES EN DANGER

LE SPECTRE DE 1995 !

Les retraites chez Renault, tout le monde en parle et c'est comme cela dans toutes les entreprises du pays, que l'on soit du secteur public ou privé.

Que préparent le MEDEF, le gouvernement RAFFARIN ?

Au TCR/CTA, passé la cinquantaine dans les ateliers et dans les bureaux, la question qui revient : c'est à quand la CASA Phase 2 ?

Et le problème si cela continue, ce n'est pas de revendiquer une crèche, mais plutôt songer à revendiquer une maison de retraite !

Motifs d'inquiétudes :

- Le Baron SEILLIERES représentant du MEDEF a déclaré être : «pour 45 annuités de versement » la surenchère sur le sujet va sans doute continuer et réveiller tout ce qu'il y a de plus réactionnaire dans le pays !
- Le silence de certaines organisations syndicales sur une politique claire, même si elles s'unissent le temps de quelques manifestations pour ne pas être débarquées lors de futures élections professionnelles dans les entreprises.
- Le gouvernement RAFFARIN qui joue gros sur le sujet, le gouvernement JUPPE n'avait-il pas sauté en 1995 !
- Le principe des retraites par répartition qui est remis en cause au profit des fonds de pensions ou de systèmes par capitalisation ou nous serions exclus d'un droit de regard sur la gestion. Souvenez-vous de ce qui s'est passé aux USA il y a quelques mois. L'affaire ENRON où les retraités qui avaient investi leurs économies de toute une vie de travail ont tout perdu, et les salariés eux leur travail !
- En Grande Bretagne les salariés se voient proposer des départs en retraite à 65 ans, voir 70 ans, avec un système de revenus géré par des fonds de pension. (qui ont perdu plus de 40% en bourse en 2002). Un système qui est donc en faillite et que l'on voudrait nous imposer en France... Car les requins de la finance voudraient voir nos cotisations sociales dans leurs poches et surtout pas dans les nôtres.
- Et toujours en Grande Bretagne, des retraités du secteur privé, dont les revenus sont de l'équivalent du RMI, se voient proposer de travailler à mi-temps une fois à la retraite, par leur dernier employeur pour subvenir à leurs besoins !

C'est contre tous ces motifs que les syndicats SUD G10 SOLIDAIRES seront présents dans toutes les manifestations de l'hexagone.

POUR 37,5 d'annuités privé/public Retraite à 60 ans à taux plein. Et tous ceux qui ont plus de 40 ans de versements doivent pouvoir partir .

***Manifestation, départ place de la République à Paris le samedi
1er Février à partir de 14H00***

rdv angle Boulevard Magenta sous les banderolles de SUD.